

Lancement d'une association de parents d'élèves par Farida Belghoul, initiatrice de la Journée de retrait, hommage appuyé de Jean-Paul Brighelli au programme éducatif du FN, quelques semaines avant la sortie de son nouvel ouvrage, refus par le maire frontiste de Beaucaire d'inscrire des enfants « étrangers » dans les écoles de sa commune, déclarations de Michel Onfray selon lesquelles défendre l'idée « d'apprendre à lire, écrire et compter serait devenu réactionnaire ». Ces dernières semaines, les postures et les propos réactionnaires sur l'école ont fait la une de l'actualité.

Les rentrées scolaires sont une occasion sans cesse renouvelée de se pencher sur l'état de l'école et peut-être aussi, pour beaucoup, une invitation à porter un regard empreint de nostalgie sur son enfance... La rentrée 2014, quant à elle, a surtout été marquée par une multiplication d'attaques et de provocations réactionnaires complaisamment relayées dans les médias. Longtemps considéré comme une insulte, ce terme de « réactionnaire » est aujourd'hui revendiqué et encensé...

L'école se retrouve non seulement au cœur d'une révolution conservatrice mais elle apparaît aussi de plus en plus comme le champ d'intervention privilégié de cette offensive. Jacques Rancière l'avait déjà souligné dans son ouvrage *La Haine de la démocratie* quand il écrivait : « C'est, de fait, autour de la question de l'éducation que le sens de quelques mots - république, démocratie, égalité, société, a basculé. »

Depuis Socrate, déplorant la perte du sens civique des adolescents athéniens, on sait que le niveau n'en finit pas de baisser... Sauf que ces éternelles lamentations ne trouvent un écho profond que lorsqu'elles entrent en résonance avec un contexte social qui leur est favorable : quand la peur de l'autre (représenté sous les traits du « barbare ») la haine de l'égalité (rebaptisée « égalitarisme »), du progrès et de la démocratie (considérés comme démagogiques) réactivent les tentations d'un retour à l'ordre scolaire ancien, à la ségrégation sociale et à l'éloge des valeurs traditionnelles (religieuses, morales, nationalistes).

L'histoire cette mouvance, adepte de la « pédagogie noire », recoupe celle des grandes crises sociales : l'Ordre Moral bâti sur les ruines de la Commune de Paris ; dans le sillage de l'affaire Dreyfus avec l'antisémite Drumont qui s'acharne contre Paul Robin, précurseur de la mixité scolaire ; en 1909, dans la très catholique Espagne où le pédagogue Francisco Ferrer est assassiné par les fanatiques du sabre et du goupillon ; quand l'Action française, dans les années 30, contraint Célestin Freinet à démissionner ; sous Vichy qui rend responsable l'école de la République et ses instituteurs de la défaite et décide de les remettre au pas, lors de la guerre d'Algérie quand les animateurs des Centres sociaux éducatifs sont assassinés par l'OAS à quelques heures des accords d'Evian, au lendemain de Mai 68 lorsque le pouvoir resserre la vis dans les établissements scolaires, en 1984 avec le passage de Chevènement au ministère de l'Éducation nationale sonnante la fin de « la récréation pédagogique » en parallèle au tournant de la rigueur...

La renaissance et le renforcement du courant « réac-publicain » depuis une vingtaine d'année semble aujourd'hui entrer dans une nouvelle phase. L'overdose éditoriale de pamphlets contre l'école ne suffit plus, il s'agit de passer à l'acte : les Journées de retrait fustigeant l'égalité entre les sexes, l'hommage appuyé au programme éducatif du FN - lui-même directement inspiré de la prose des « anti-pédagogues », les dérapages incontrôlés, comme il y a quelques jours à la radio où les programmes d'histoire sont accusés de « fabriquer » non plus seulement des « crétins » mais des « djihadistes »... Quiconque prend le temps de lire l'un de ces ouvrages y découvre avec effroi le déchaînement de haine, le mépris et la violence des propos qui semblent seuls tenir lieu d'argumentation.

Le FN ne s'y est pas trompé, lançant son collectif Racine, animé par des militants de la droite la plus extrême ou des transfuges du chevènementisme. Son programme est un copier-coller de la prose des réac-publicains, « l'enracinant » dans l'intérêt jamais démenti de l'extrême-droite pour l'école, de

Drumont à Le Pen en passant par Maurras ou Pétain. Que nos pamphlétaires jugent bon de saluer ce programme en dit long : s'agit-il, pour « sauver l'école », d'applaudir aux mesures que les nouveaux maîtres FN prennent comme à Beaucaire ou l'inscription des enfants étrangers a été refusée dans les écoles de la commune afin de protéger les « petits beaucairois de souche » ?

Le « retour aux fondamentaux » (directement importé du « back to basics » des Républicains états-unis), le rejet de toute réflexion pédagogique, la nostalgie de la ségrégation sociale, le culte élitiste de « l'excellence » sont habilement instrumentalisés par le néolibéralisme. Le précédent quinquennat nous l'a assez démontré : disparition de la formation initiale, attaques contre l'enseignement professionnel scolarisé (au profit de l'alternance, plus soumis aux diktats patronaux), remise en cause de la carte scolaire (favorisant le consumérisme scolaire et la ségrégation), célébration du curé, mise au pas des personnels... sans que le « redressement » du niveau ne soit au rendez-vous ! L'ordre, pour ces gens-là n'est moral (ou compétitif) que lorsqu'il se dresse pour défendre les privilèges et nourrir les fantasmes, leur peur des « barbares ». « La Guerre aux pauvres commence à l'école » observait il y a quelques mois le philosophe Ruwen Ogien.

En face la gauche de gouvernement, après s'être converti au capitalisme néolibéral dans les années 1980, emprunté le virage sécuritaire à la fin des années 1990 semble aujourd'hui abandonner toute ambition émancipatrice en matière d'éducation. Dès lors les sirènes réactionnaires attirent certains intellectuels de gauche ou même de la gauche de la gauche. Méconnaissance ? Dérapage ? Soumission à l'air du temps ? Finalement en se résignant à ne plus lutter pour changer la société, on en arrive nécessairement à ne plus vouloir non plus changer l'école... On offre alors à ses adversaires leur plus grande victoire : confisquer toute critique des tares du système éducatif à leur seul profit. Face aux réactionnaires, il ne s'agit surtout pas de défendre l'école telle qu'elle est mais bien de poursuivre le combat pour la transformer, de réactiver l'histoire de sa contestation en acte, dans les classes, dans les établissements. Oui, la pédagogie est un sport de combat, contre les inégalités, les injustices et la concurrence de chacun contre tous. Pour paraphraser Freinet rappelant que la démocratie de demain se construit dans les écoles d'aujourd'hui, les tentations totalitaires peuvent aussi s'y enraciner dès maintenant. Il est temps de réaffirmer non seulement l'égalité des intelligences mais le fait qu'il existe deux manières d'éduquer et d'enseigner. La question n'est pas de choisir entre « la pédagogie » et « la non-pédagogie », mais entre deux conceptions de l'éducation. En ce sens, il y a cohérence entre les choix pédagogiques des républicains ou du FN et leur projet social. Cette cohérence, il convient de la mettre à nu et de la présenter à ceux et celles qui pourraient être séduits par un discours nostalgique simpliste qui se répand à mesure que recule l'aspiration à transformer la société et son école. Parallèlement, ce décryptage doit aller de pair avec la recherche d'une mise en cohérence entre notre volonté de changer la société et nos pratiques pédagogiques, ici et maintenant.

Signataires

Grégory Chambat, professeur en collège à Mantes-la-Ville (78), membre du collectif d'animation du site Questions de classe(s), dernier ouvrage paru *L'École des barricades*, éditions Libertalia, 2014.

Jean-Michel Barreau, professeur d'université à l'université de Lorraine, dernier ouvrage paru *Critique des formes réactionnaires*, Les éditions du Panthéon, 2013.

Laurence De Cock, professeure d'histoire-géographie, co-auteure de *La fabrique scolaire de l'histoire*, Agone, 2009.

Choukri Ben Ayed, professeur de sociologie à l'Université de Limoges, dernier ouvrage paru *L'école démocratique. Vers un renoncement politique ?* Armand Colin, 2010.

Ugo Palheta, maître de conférences en sciences de l'éducation à l'université de Lille-3, *La domination scolaire. Sociologie de l'enseignement professionnel et de son public*, PUF, « Le lien social », 2012.

Laurent Ott - Intermèdes Robinson, formateur et chercheur en Travail Social.